
ÉTUDE DES CRÉDITS

2017 – 2018

**Demandes de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements particuliers de l’Opposition officielle

#	Liste des questions
RP1	Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2017-2018.
RP2	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2017-2018.
RP3	Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
RP4	Copie de toute l’information fournie au ministre en vertu de l’article 428 de la <i>Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles</i> , et ce, depuis cinq ans.
RP5	Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité. (Annexe 1)
RP6	<p>Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste des employés, en indiquant le poste qu’ils occupent et leur rémunération;b) la liste des membres du conseil d’administration;c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
RP7	<p>Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants ventilés depuis cinq ans, par année financière :</p> <ul style="list-style-type: none">a) des frais de déplacement;b) des frais de représentation;c) des frais de repas;d) des frais de voyage;e) de frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
RP9	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux. Indiquer l’évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018. (Annexe 2)

#	Liste des questions
RP10	Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.
RP144	Ventilation des économies budgétaires réalisées à la suite de la création du Tribunal administratif du travail.
RP145	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la fusion de la CLP et de la CRT.
RP146	Coûts associés à la fusion de la CLP et de la CRT.
RP147	Impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur l'effectif, exprimé en ETC, en nombre d'employés. Ventiler par année, par type d'emploi et par région.
RP148	Préciser l'impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur le nombre de postes créés, abolis et transférés, de départs à la retraite, de fins de postes, de mises en disponibilité, de nominations; ventiler par année et par région.
RP149	Évolution de l'effectif depuis cinq ans, par catégorie d'emploi, par année financière.
RP150	Nombre et montant des primes de départ versées en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.
RP151	Ventilation du budget de fonctionnement du Tribunal administratif du travail. Fournir une évolution sur cinq ans en incluant les budgets des organismes maintenant fusionnés.
RP152	Ventilation des dépenses allouées à la rémunération par le Tribunal administratif du travail.
RP153	Copie des avis et directives émis en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.
RP154	Coûts associés à la mise en place du Tribunal administratif du travail, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a. la formation; b. la publicité; c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique; d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement; e. les baux résiliés et locaux vacants; f. achat de matériel; g. tout autre coût de transition.
RP155	Liste des nominations effectuées au Tribunal administratif du travail depuis sa création.
RP156	Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et transmettre les décisions. Fournir une ventilation par année.
RP157	Au cours des cinq dernières années, fournir une liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des

#	Liste des questions
	requêtes en appel logées par un secrétaire, un secrétaire-trésorier ou un cadre municipal devant le TAT (anciennement CRT).
RP158	Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et préciser la nature des ordonnances.
RP159	Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.
RP160	Depuis cinq ans, par mois, et selon le Code du travail ou les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées).
RP161	Depuis cinq ans, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).
RP162	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2017-2018.
RP163	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés et fournir une ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.
RP164	Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs, depuis cinq ans, par année financière.
RP165	Évolution du nombre de dossiers traités par médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.
RP166	Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .
RP167	Nombre de dossiers liés à la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées</i> (PL 57).
RP168	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers qui sont allés en révision judiciaire et la nature des décisions rendues relativement aux services essentiels.
RP169	Depuis cinq ans, délais de traitement moyen. Ventiler par type de dossier.
RP170	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers réglés par médiation.
RP171	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre et la nature des décisions rendues, par secteur d'intervention.
RP172	Mesures de réparation imposées au cours des cinq dernières années.

#	Liste des questions
RP173	Pour les cinq dernières années, nombre de dossiers ouverts relatifs aux lésions professionnelles ouverts par division, nature de ces dossiers et délai moyen de traitement.
RP174	Pour les cinq dernières années, délai moyen entre le dépôt d'un appel et la décision, et nature des décisions, dans les dossiers relatifs aux lésions professionnelles.
RP175	Liste des représentants patronaux et syndicaux et des assesseurs reconnus en indiquant le total des frais et honoraires remboursés au cours des cinq dernières années.
RP176	Nombre de conciliateurs et nombre d'ententes hors cour entérinées par le Tribunal au cours des cinq dernières années.
RP177	Nombre et pourcentage de désistements enregistrés et principaux motifs invoqués au cours des cinq dernières années.
RP178	Nombre de remises demandées par les employeurs, le TAT (anciennement CLP) ou les travailleurs au cours des cinq dernières années.
RP179	Nombre d'avis traités par le BEM et nombre d'avis renversés au cours des cinq dernières années.
RP180	Pourcentage de décisions donnant gain de cause aux demandeurs et pourcentage donnant gain de cause aux appelants pour les cinq dernières années.
RP181	Nombre de plaintes logées au TAT et nature des plaintes au cours des cinq dernières années.
RP182	Ventilation détaillée des sommes allouées au Fonds du Tribunal administratif du travail pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Annexe 1 – Liste des formations (Question RP5)

Annexe 2 – Liste des bureaux régionaux et effectif (Questions RP9, RP10 et RP162)

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ). FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

LOGICIELS	
Achat	100 838 \$
Entretien	427 072 \$
MATÉRIEL	
Achat	231 179 \$
Entretien	130 603 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
Internes (personnel du Tribunal)	1 803 994 \$
Externes (entretien du système de mission)	20 816 \$
CSPQ et MTESS	700 078 \$
TÉLÉCOMMUNICATIONS	
CSPQ	608 899 \$
Externes	109 989 \$
TOTAL	4 133 468 \$

DATE : 5 avril 2017

Informations complémentaires à la fiche RP1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP1X

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE, PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ). FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

Voici quelques explications relatives aux dépenses effectuées entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017 :

LOGICIELS	
Achat	100 838 \$
Entretien	427 072 \$
MATÉRIEL	
Achat	231 179 \$
Entretien	130 603 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
Internes (personnel de la CLP)	1 803 994 \$
Externes (entretien du système de mission)	20 816 \$
CSPQ et MTESS	700 078 \$
TÉLÉCOMMUNICATIONS	
CSPQ	608 899 \$
Externes	109 989 \$
TOTAL	4 133 468 \$

Pour l'exercice 2016-2017, un montant de 4 133 468 \$ a été consacré aux technologies de l'information. L'essentiel de cette somme a été investi dans l'évolution, l'amélioration et le maintien de l'actif courant (activités d'encadrement et activités de continuité).

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION : Direction générale des technologies et du pilotage
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 24 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP2

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, FOURNIR UNE VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET AUX ORGANISMES SOUS SA RESPONSABILITÉ. FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

L'information sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE :

Informations complémentaires à la fiche RP2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP2X

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, FOURNIR UNE VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET AUX ORGANISMES SOUS SA RESPONSABILITÉ. FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

Il n'y a eu aucune réduction budgétaire demandée par le Conseil du trésor pour 2016-2017.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 29 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP3

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, FOURNIR LA LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU DE TOUT AUTRE PARTENAIRE. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

Entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017, sept comités ont été formés par le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif pour examiner le renouvellement du mandat des membres (juges administratifs) ou pour des comités de sélection. Les personnes suivantes ont fait partie de l’un ou l’autre des comités :

Nom	Montant
Monsieur Camille Brassard	2 654,40 \$
Madame Suzanne Comtois	4 447,11 \$
Monsieur Raymond Levasseur	3 985,30 \$
Madame Anne Parent	1 129,00 \$
TOTAL	12 215,81 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION : Direction des ressources financières
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 9 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP4

COPIE DE TOUTE L'INFORMATION FOURNIE AU MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 428 DE LA *LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES*, ET CE, DEPUIS 2012-2013.

L'obligation de fournir ce rapport au ministre du Travail a été abolie le 1^{er} janvier 2016 puisque la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1) n'a pas repris les termes de l'article 428 LATMP.

Les renseignements transmis entre 2010 et 2015 sont cependant disponibles sur demande. Ces renseignements étant nombreux, il en résulte des rapports volumineux qu'il serait difficile d'insérer dans le présent cahier. En outre, la majorité de ces renseignements se retrouvent dans les rapports annuels que la CLP publie depuis sa création. Ils sont d'ailleurs versés sur notre site Internet : www.clp.gouv.qc.ca.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 6 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP5

DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LA LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

La liste de toutes ces activités se trouve à l'Annexe 1.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 5 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP6

POUR CHACUN DES ORGANISMES, INDIQUER LES AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR :

a) la liste des employés, en indiquant le poste qu’ils occupent et leur rémunération;

b) la liste des membres du conseil d’administration;

c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) La liste des employés, en indiquant le poste qu’ils occupent et leur rémunération;

Voici les données relatives à la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 :

Nom	Prénom	Poste: Corps	Poste
Couture	Line	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Jobidon	Guillaume	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Thibault	Suzie	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Verret	Nancy	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Bélanger	Claire	104	Agent d'information
Curodeau	Hélène	104	Agent d'information
Jacob	Céline	104	Agent d'information
Lagacé	Julie	104	Agent d'information
Lemelin	Bianka	104	Agent d'information
Roy	Johanne	104	Agent d'information
Adam	Gisèle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Allard	Amélie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Arsenault	Myriam	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Barrette	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Barrionuevo	Erika	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Beauchamp	Donald	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Beauchemin	Line	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Beauséjour	France	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

Blais	Pierre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bordeleau	Maxime	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Boudreault	Luce	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bourassa	Isabelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bourgeois	Guylaine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Brzezinska	Danuta	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bussières	Laurenne	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Béland	Julie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bélanger	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Caron	Pierre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Charbonneau	Louis	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Choquette	Michel	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Corriveau	Line	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Coutu	Annie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Couture	Karine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Côté	Marie-France	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
D'Alessandro	Stéphanie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Deguire	Suzanne	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Doray	François	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Farner	Carole	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Flageol	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Franche	Julie-Andrée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Frappier	Éric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Frenette	Colombe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagnon	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagné	Magali	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagné	Normand G.	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gamache	Annick	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gaumont	Michelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gervais	Paul	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

Groleau	Chantale	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Grégoire	Chantal	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gélinas	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Hamel	Julie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Hamel	Marie-France	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Harton	Jimmy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Huot	Annie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Isaacs	Michael	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Julien	Tony	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lachance	Johanne	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Landry	André-Carl	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Laplante	Éric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Larivière	Gabriel	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Larivière	Normand	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lavoie	Diane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lavoie	Mathieu	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lebel	Eric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lespérance	Sonia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lessard	Carl	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Leverone	Hélène	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Madore	Nicole	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Marcotte	Lise	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Mignault	Robert	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Otis	Jacques	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Papillon	Josiane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Patenaude	Josée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Pigeon	Sylvie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Raymond	Ginette	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Riffou	Sara	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Robitaille	Marc	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

Rodrigue	Roger	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Roussy	Hébert	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Roy	André	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Saucier	Sandra	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Scullion	Debbie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Simard	Pascale	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Sirois	Pascal	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
St-Yves	Hugo	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Séguin	Michel G.	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tartier	Christine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Théorêt	Julie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Thériault	Jean-François	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Thériault	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tremblay	Danielle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Trudel	Marie-Andrée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Vallières	Suzy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Viel	Louiselle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Adams	David	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
Babineau	Hélène	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
Bailly	Chantal	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
Beaudoin	Manon	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
Bouchard	Alexandre	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
Brochu	Steve	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
Bédard	Claude	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
Dion	Serge	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
Dumont	Anne	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
Gagnon	Marco	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
Guimont	Daniel	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
Houde	Pierre	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
Lapointe	Luc	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs

Lepage	Martin	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
McCarthy	Christian	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
Tran	Anh Tuan	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
Henrion	Stéphane	111	Attaché d'administration
Bélanger	Johanne	112	Bibliothécaire
Bernier	Marie-France	115	Avocat
Charbonneau	Édith	115	Avocat
Côté	Luc	115	Avocat
Douville	Geneviève	115	Avocat
Dupré	Annick	115	Avocat
Gagnon	Isabelle	115	Avocat
Hébert	Monique	115	Avocat
Lapierre	Marie-Jo	115	Avocat
Lessard	Émilie	115	Avocat
Rousse	Denis	115	Avocat
Roussin	Marie-Claude	115	Avocat
Trépanier	Suzanne	115	Avocat
Vadeboncoeur	Dominique	115	Avocat
Asselin	Paul	120	Médecin
Beaudry	Jean-Marc	120	Médecin
Boucher	Marcel-M.	120	Médecin
Bélanger	Serge	120	Médecin
Couture	Daniel	120	Médecin
Dansereau	Jean-Yves	120	Médecin
Dubois	Manon	120	Médecin
Dumais	Huguette	120	Médecin
Gagnon	Johanne	120	Médecin
Hemmings	Christian	120	Médecin
Landry	Yves	120	Médecin
Lejeune	Dominique	120	Médecin
Martin	Martine	120	Médecin
Molina-Negro	Pedro	120	Médecin
Morin	Jean	120	Médecin
Perron	André	120	Médecin
Lemelin	Sylvie	125	Traducteur
Aubin	Sylvie	200	Agent de bureau
Braccio	Angela	200	Agent de bureau
Bérubé	Jean	200	Agent de bureau
Chams Eddine	Hasnaâ	200	Agent de bureau
Cheikh	Rabah	200	Agent de bureau
Chouikrat	Radia	200	Agent de bureau
Claude	Carole	200	Agent de bureau
Curchi	Maria	200	Agent de bureau
Cyr	Nicole	200	Agent de bureau
Côté	Marlène	200	Agent de bureau
Côté	Mélissa	200	Agent de bureau
Desharnais	Julie	200	Agent de bureau
Desjardins	Joanne	200	Agent de bureau
Dion	Hélène	200	Agent de bureau
Garneau	Claude	200	Agent de bureau
Grassi	Marie-Noëlle	200	Agent de bureau
Hamel	Céline	200	Agent de bureau
Labelle	Eric	200	Agent de bureau

Lacelle	Louise	200	Agent de bureau
Laframboise	Christine	200	Agent de bureau
Larouche	Véronic	200	Agent de bureau
Leblanc	Sabrina	200	Agent de bureau
Leclerc	Sylvie	200	Agent de bureau
Lemieux	Mélanie	200	Agent de bureau
Lortie	Chantale	200	Agent de bureau
Lévesque	Josée	200	Agent de bureau
Matei	Alina Raluca	200	Agent de bureau
Morneau	Sylvie	200	Agent de bureau
Papardova	Tsvetelina	200	Agent de bureau
Paquette	Richard	200	Agent de bureau
Pichette	Carole	200	Agent de bureau
Ross	Charis	200	Agent de bureau
St-Félix	Jude	200	Agent de bureau
Tabbah	Wafa	200	Agent de bureau
Tilica	Agnana	200	Agent de bureau
Tsang	Anne-Marie	200	Agent de bureau
Ungureanu-Puiu	Elena	200	Agent de bureau
Villeneuve	Carole	200	Agent de bureau
Zerouali Sakoui	Yassine	200	Agent de bureau
Zugrav	Oana-Maria	200	Agent de bureau
Boies	Monique	217	Bibliotechnicien
Carrier	Lorraine	217	Bibliotechnicien
Alarie	Ginette	221	Agent de secrétariat
Albert	Claire-Andrée	221	Agent de secrétariat
Amaan	Naoual	221	Agent de secrétariat
Beauséjour	Josée	221	Agent de secrétariat
Bilodeau	Johanne	221	Agent de secrétariat
Blais	Marie-Paule	221	Agent de secrétariat
Bérubé	Gisèle	221	Agent de secrétariat
Bérubé	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Caron	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Chamberland	Lise	221	Agent de secrétariat
Charest	Édith	221	Agent de secrétariat
Cholette	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Cloutier	Marjolaine	221	Agent de secrétariat
Collins	Marie-Josée	221	Agent de secrétariat
Cruz	Janet	221	Agent de secrétariat
Dansereau	Suzanne	221	Agent de secrétariat
Dauphin	Julie	221	Agent de secrétariat
Deschênes	Johanne	221	Agent de secrétariat
Desparois	Jacinthe	221	Agent de secrétariat
Desrochers	Carole	221	Agent de secrétariat
Desrosiers	Ann	221	Agent de secrétariat
Desrosiers	Isabelle	221	Agent de secrétariat
Drapeau	Marthe	221	Agent de secrétariat
Durand	Laetitia	221	Agent de secrétariat
Dutailly	Sandrine	221	Agent de secrétariat
Fortin	Ginette	221	Agent de secrétariat
Fournier	Madeleine	221	Agent de secrétariat
Gaudreault	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Girard	Véronique	221	Agent de secrétariat
Grenier	Johanne	221	Agent de secrétariat

Hamel	Odette	221	Agent de secrétariat
Hébert	Marjolaine	221	Agent de secrétariat
Labillois	Cathy	221	Agent de secrétariat
Lachance	Maxime	221	Agent de secrétariat
Lajeunesse	Andrée	221	Agent de secrétariat
Leblanc	Suzie	221	Agent de secrétariat
Lefaivre	Jacinthe	221	Agent de secrétariat
Legault	Anne-Marie	221	Agent de secrétariat
Lessard Patry	Karina	221	Agent de secrétariat
Loiselle	Constance	221	Agent de secrétariat
Lossignol	Brigitte	221	Agent de secrétariat
Makanga	Nathalie	221	Agent de secrétariat
Marcoux	Josée	221	Agent de secrétariat
Marcoux	Lucie	221	Agent de secrétariat
Marois	Annie	221	Agent de secrétariat
Mathieu	Johanne	221	Agent de secrétariat
Meunier	Johanne	221	Agent de secrétariat
Michaud	Sindy	221	Agent de secrétariat
Miron	Diane	221	Agent de secrétariat
Mokoko	Patricia	221	Agent de secrétariat
Morin	Diane	221	Agent de secrétariat
Moulin	Cathy	221	Agent de secrétariat
Ouellet	Nathalie	221	Agent de secrétariat
Parent	Diane	221	Agent de secrétariat
Parent	Nicole	221	Agent de secrétariat
Parenteau	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Paulin	Guylaine	221	Agent de secrétariat
Pelletier	Rachelle	221	Agent de secrétariat
Pepin	Cathy	221	Agent de secrétariat
Poisson	Justine	221	Agent de secrétariat
Pomerleau	Suzanne	221	Agent de secrétariat
Poulin	Annie-Pier	221	Agent de secrétariat
Pouliot	Marie-Ève	221	Agent de secrétariat
Proulx	Solange	221	Agent de secrétariat
Provost	Line	221	Agent de secrétariat
Ramsay	Amélie	221	Agent de secrétariat
Renaud	Aude	221	Agent de secrétariat
Ricard	Lucie	221	Agent de secrétariat
Rziga	Ahlem	221	Agent de secrétariat
Sallafranque	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Salvas	Claudine	221	Agent de secrétariat
Sennécheau	Marie-Christine	221	Agent de secrétariat
Shields	Josée	221	Agent de secrétariat
Simard	Line	221	Agent de secrétariat
Surprenant	Nancy	221	Agent de secrétariat
Taleb	Jamila	221	Agent de secrétariat
Tessier	Josée	221	Agent de secrétariat
Truchon	Josée	221	Agent de secrétariat
Plamondon	Yvan	241	Magasinier
Chirinian	Rita	249	Préposé aux renseignements
Gallant	Mariette	249	Préposé aux renseignements
Goyette	Lucie	249	Préposé aux renseignements
Njonkou	Roger	249	Préposé aux renseignements
Ouellette	Michel	249	Préposé aux renseignements

Ruggiero	Mario	249	Préposé aux renseignements
Beaudin	Lilianne	264	Technicien en administration
Beaupré	Jocelyne	264	Technicien en administration
Boucher	Martine	264	Technicien en administration
Côté	Brigitte	264	Technicien en administration
Dagher	Rola	264	Technicien en administration
Habel	Sophie	264	Technicien en administration
Harnois	Sylvie	264	Technicien en administration
Icart	Juniole	264	Technicien en administration
Larochelle	Martine	264	Technicien en administration
Leclerc-Chevrier	Marie-Èvelyne	264	Technicien en administration
Lehouillier	Marie-Josée	264	Technicien en administration
Légaré	France	264	Technicien en administration
Plante	Marlène	264	Technicien en administration
Poupeau	Laurent	264	Technicien en administration
Roy	Chantal	264	Technicien en administration
Thomassin	Diane	264	Technicien en administration
Vaillancourt	Johanne	264	Technicien en administration
Verreault	Katheline	264	Technicien en administration
Vibert	Sonia	264	Technicien en administration
Audard	Antonin	272	Technicien en informatique
Azim	Mounir	272	Technicien en informatique
Beniaich	Rachid	272	Technicien en informatique
Mercier	Pascal	272	Technicien en informatique
Potlog	Liliana	272	Technicien en informatique
Beaudet	Pauline	283	Technicien en droit
Beaudoin	Roxane	283	Technicien en droit
Bertrand	Chantal	283	Technicien en droit
Bolduc	Susie	283	Technicien en droit
Bouchard	Marielle	283	Technicien en droit
Bouchard	Maryse	283	Technicien en droit
Bourget	Josette	283	Technicien en droit
Cardinal	Johanne	283	Technicien en droit
Charette	Martine	283	Technicien en droit
Cornell	Dustin	283	Technicien en droit
Desbiens	Michelle	283	Technicien en droit
Desjardins	Danièle	283	Technicien en droit
Dextras Paquette	Karine	283	Technicien en droit
Dionne	Nathalie	283	Technicien en droit
Drouin	Sylvie	283	Technicien en droit
Eliazard	Arnouze	283	Technicien en droit
Fiola	Isabelle	283	Technicien en droit
Gallant	Johanne	283	Technicien en droit
Gilbert	Manon	283	Technicien en droit
Grenier-Martel	Roxane	283	Technicien en droit
Jean-Louis	D.Dominique	283	Technicien en droit
Jetté	Pascale	283	Technicien en droit
Joachim	Yveline	283	Technicien en droit
Laganière	France	283	Technicien en droit
Leblanc	Nathaly	283	Technicien en droit
Maheux	Christiane	283	Technicien en droit
Morin	Julie	283	Technicien en droit
Paquet	Véronique	283	Technicien en droit
Pronovost	Olivier	283	Technicien en droit

Provost	Claude	283	Technicien en droit
Riverin	Marie-Ève	283	Technicien en droit
Robillard	Lyne	283	Technicien en droit
Rochon	Guy	283	Technicien en droit
Savignac	Nadia	283	Technicien en droit
Soly	Michel	283	Technicien en droit
Tchamaké	Béatrice	283	Technicien en droit
Tremblay	Marie-Claude	283	Technicien en droit
Vanasse	Rachel	283	Technicien en droit
Éthier	Julien	433	Ouvrier
Boisvert	Micheline	630	Cadre
Gagnon	Gino	630	Cadre
Gauthier	Paul	630	Cadre
Laforest	Wilner	630	Cadre
Métivier	Claude	630	Cadre
Verge	Claude	640	Cadre
Lamarre	Marie	825	Juge administratif - Dirigeant
Alder	Mylène	826	Juge administratif
Allard	Sylvain	826	Juge administratif
Arcand	Sylvie	826	Juge administratif
Arguin	Pierre	826	Juge administratif
Armand	Daphné	826	Juge administratif
Arseneau	Raymond	826	Juge administratif
Aubé	François	826	Juge administratif
Auclair	Marlène	826	Juge administratif
Audet	Josée	826	Juge administratif
Bailly	Sylvain	826	Juge administratif
Beaudin	Annie	826	Juge administratif
Beaudoin	Marie	826	Juge administratif
Beaulieu	Denys	826	Juge administratif
Beaumier	Jean-François	826	Juge administratif
Bédard	Hélène	826	Juge administratif
Bédard	Myriam	826	Juge administratif
Bélangier	Renée-Claude	826	Juge administratif
Benoît	Dominique	826	Juge administratif
Bergeron	Catherine A.	826	Juge administratif
Bernard	Réjean	826	Juge administratif
Bérubé	Claude	826	Juge administratif
Blanchard	Nicole	826	Juge administratif
Blouin	Karine	826	Juge administratif
Bouvier	Philippe	826	Juge administratif
Breton	Gaëtan	826	Juge administratif
Brisebois	Virginie	826	Juge administratif
Burdett	Claire	826	Juge administratif
Bussière	André	826	Juge administratif
Canuel	Michel	826	Juge administratif
Carignan	Michèle	826	Juge administratif – Vice-président
Caron	François	826	Juge administratif
Chainey	Anick	826	Juge administratif
Champagne	Paul	826	Juge administratif
Charbonneau	Francine	826	Juge administratif
Chaumont	Mario	826	Juge administratif
Clément	Jean-François	826	Juge administratif
Crochetière	Lina	826	Juge administratif
Daigneault	Fernand	826	Juge administratif

Danis	Jean-Claude	826	Juge administratif
Daoust	Linda	826	Juge administratif
David	Jacques	826	Juge administratif
Degré	Jacques	826	Juge administratif
Demers	Thérèse	826	Juge administratif
Denis	Michel	826	Juge administratif
Denis	Michel	826	Juge administratif
Deraiche	Robert	826	Juge administratif
Desbois	Louise	826	Juge administratif
Di Pasquale	Santina	826	Juge administratif
Drolet	Christian	826	Juge administratif
Dubé-Iza	Marie-Pierre	826	Juge administratif
Flageole	Pierre	826	Juge administratif
Gagnon	Raymond	826	Juge administratif
Gagnon-Grégoire	Michèle	826	Juge administratif
Gauthier	Manon	826	Juge administratif
Gauthier	Pascale	826	Juge administratif
Genest	Christian	826	Juge administratif
Giroux	France	826	Juge administratif
Gosselin	Andrée	826	Juge administratif
Goyette	Renée M.	826	Juge administratif
Grégoire	Jean	826	Juge administratif
Grignon	Marie-Claude	826	Juge administratif
Guay	Louise	826	Juge administratif
Heap	Susan	826	Juge administratif
Henri	Guylaine	826	Juge administratif
Hudon	Richard	826	Juge administratif
Jouis	Daniel	826	Juge administratif
Juteau	Francine	826	Juge administratif
Lajoie	Diane	826	Juge administratif
Lajoie	Valérie	826	Juge administratif
Lalonde	Michel	826	Juge administratif
Lalonde	Pierre	826	Juge administratif
Lamarre	Monique	826	Juge administratif
Landry	Johanne	826	Juge administratif
Langlois	Marie	826	Juge administratif
Lanseigne	Line	826	Juge administratif
Lapointe	Judith	826	Juge administratif
Laprade	Annie	826	Juge administratif
Larouche	Michel	826	Juge administratif
Lavigne	Claude	826	Juge administratif
Lavoie	Marie-Claude	826	Juge administratif
Legault	Kimberly	826	Juge administratif
Lemay	Bernard	826	Juge administratif
Lemieux	Yves	826	Juge administratif
Lemire	Simon	826	Juge administratif
Lessard	Carole	826	Juge administratif
Letreiz	Michel	826	Juge administratif
Lévesque	Sylvie	826	Juge administratif
Lizotte	Valérie	826	Juge administratif
Marceau	Bernard	826	Juge administratif
Marchand	Victor	826	Juge administratif
Marquis	Geneviève	826	Juge administratif
Martel	Jean-François	826	Juge administratif

Mercure	Francine	826	Juge administratif
Michaud	André	826	Juge administratif
Moffet	Guylaine	826	Juge administratif
Montplaisir	Martine	826	Juge administratif
Moreau	Michel	826	Juge administratif
Moreau	Sylvie	826	Juge administratif
Morin	Maryse	826	Juge administratif
Morissette	Luce	826	Juge administratif
Nadeau	Lucie	826	Juge administratif – Vice-président
Notebaert	Gérard	826	Juge administratif
Ouellet	Éric	826	Juge administratif
Paquette	Jean	826	Juge administratif – Vice-président
Pelletier	Daniel	826	Juge administratif
Perron	Pauline	826	Juge administratif
Piché	Isabelle	826	Juge administratif
Plante	Esther	826	Juge administratif
Poirier	Jean M.	826	Juge administratif
Quigley	Ann	826	Juge administratif
Racine	Carmen	826	Juge administratif
Ranger	François	826	Juge administratif
Rivard	Denis	826	Juge administratif
Rivard	Jean-Luc	826	Juge administratif
Roiseux	Marie-Anne	826	Juge administratif
Romani	Marco	826	Juge administratif
Roy	Guy	826	Juge administratif
Sams	Delton	826	Juge administratif
Sansfaçon	Michel	826	Juge administratif
Séguin	Manon	826	Juge administratif
Sénéchal	Sophie	826	Juge administratif
St-Laurent	Nancy	826	Juge administratif
Suicco	Alain	826	Juge administratif
Sylvestre	Sonia	826	Juge administratif
Thériault	Hélène	826	Juge administratif
Thériault	Lyne	826	Juge administratif
Therrien	Daniel	826	Juge administratif
Therrien	Isabelle	826	Juge administratif
Tremblay	Alain	826	Juge administratif
Tremblay	J André	826	Juge administratif
Tremblay	Norman	826	Juge administratif
Turcotte	Alain	826	Juge administratif
Vaillancourt	Anne	826	Juge administratif
Vallières	Line	826	Juge administratif
Watkins	Michel	826	Juge administratif
Zaikoff	Irène	826	Juge administratif

b) La liste des membres du conseil d’administration

Le TAT ne possède pas de conseil d’administration.

c) La liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

Voici la liste des commissaires qui ont été nommés ou qui ont vu leur mandat renouvelé entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017 :

NOM	TITRE	DATE DE DÉBUT DE MANDAT	DATE DE FIN DE MANDAT
NOMINATION			
Aucune			
RENOUVELLEMENT			
Lapointe, Judith	Commissaire	2016-10-01	2019-01-07
Bailly, Sylvain	Commissaire	2016-11-20	2019-01-04
Heap, Susan	Commissaire	2016-11-20	2020-02-28
Bédard, Myriam	Commissaire	2016-11-26	2021-11-25
Morin Maryse	Commissaire	2016-11-26	2021-11-25
Clément, Jean-François	Commissaire	2016-11-26	2021-11-25
Bélanger, Renée-Claude	Commissaire	2017-01-10	2022-01-09
Tremblay, J. André	Commissaire	2017-01-15	2022-01-14

d) Leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Pour l’ensemble du personnel et des membres du tribunal, et pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, les frais se détaillent comme suit :

Frais de déplacement : 779 620,88 \$

Frais de représentation : 0,00 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION : Direction des ressources financières
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 5 avril 2017

Informations complémentaires à la fiche RP6

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP6X

POUR CHACUN DES ORGANISMES, INDIQUER LES AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR :

- a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des membres du conseil d'administration;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) La liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération :

Voici des explications plus détaillées en regard de cette sous-question pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 :

Classe d'emploi	Nombre d'employés	Rémunération minimale	Rémunération maximale
Conseiller en gestion des ressources humaines - 100	4	53 719 \$	76 293 \$
Agent d'information - 104	5	40 241 \$	76 293 \$
104 (10)	1	44 265 \$	83 922 \$
Agent de recherche et de planification financière - 105	76	40 241 \$	76 293 \$
105 (10)	9	44 265 \$	83 922 \$
Analyste en informatique et en procédés administratifs - 108	11	40 963 \$	75 644 \$
108 (10)	5	45 059 \$	83 208 \$
Attaché d'administration - 111	1	41 023 \$	75 532 \$
Bibliothécaire - 112	1	41 023 \$	75 532 \$
Avocat et notaire - 115 (01)	8	53 843 \$	108 546 \$
115 (15)	5	124 828 \$	124 828 \$
Médecin - 120 (01)	10	157 800 \$	168 800 \$
120 (05)	6	109 711 \$	125 421 \$
Traducteur – 125 (10)	1	40 295 \$	74 193 \$
Agent de bureau - 200 (10)	40	33 513 \$	41 055 \$
Bibliotechnicien - 217	2	34 316 \$	51 027 \$
Agente de secrétariat - 221 (20)	78	33 823 \$	42 882 \$
Magasinier - 241	1	31 522 \$	38 243 \$
Préposé aux renseignements - 249	6	35 412 \$	44 763 \$
Technicien en administration - 264 (10)	18	34 006 \$	51 027 \$
Technicien en administration - 264 (05)	1	51 703 \$	55 757 \$
Technicien en informatique - 272	5	37 567 \$	53 584 \$
Technicien en droit - 283	38	33 257 \$	49 858 \$

.../2

Préposé au matériel - 433 (10) *	1	39 368 \$	39 368 \$
Cadre - 630	5	40 557 \$	145 941 \$
Cadre juridique - 640	1	127 622 \$	153 807 \$
Dirigeant - 825 (DMO7)	1	148 267 \$	192 748 \$
Vice-président - 826 (DMO5)	3	119 841 \$	155 795 \$
Membre (DMO4)	133	107 783 \$	140 117 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION : Direction des ressources financières
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 5 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP7

FOURNIR, POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE OU DE LA HAUTE DIRECTION, LES MONTANTS VENTILÉS DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE :

- a) des frais de déplacement;
- b) des frais de représentation;
- c) des frais de repas;
- d) des frais de voyage;
- e) des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Voici les informations du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 :

a) Les frais de déplacement : 16 421,90 \$

b) Les frais de représentation :

En vertu des *Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein*, la présidente du TAT dispose d'un budget de 3 450 \$ réservé aux frais de représentation. Elle a utilisé 0 \$. L'ensemble des autres membres du comité de direction ont dépensé un total de 0 \$.

c) Les frais de repas : 7 576,87 \$

c) Les frais de voyage : 15 959,28 \$

e) Les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Les frais de participation à ces événements totalisent 1 548 \$.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP9

LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. INDIQUER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

Voir la réponse en Annexe 2.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 5 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP10

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR RÉGION.

Voir la réponse de la question 9 en Annexe 2.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 11 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP144

VENTILATION DES ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES RÉALISÉES À LA SUITE DE LA
CRÉATION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.

Économies budgétaires 2016-2017	
Honoraires des membres	4 640 000 \$
Gestion / gouvernance	50 000 \$
Frais de déplacements des membres	625 000 \$
Rapatriement services administratifs	500 000 \$
Dépenses diverses membres	165 000 \$
<hr/>	
TOTAL	5 980 000 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 24 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP145

**COPIE DES TRAVAUX, ÉTUDES, ANALYSES ET RECHERCHES EN LIEN AVEC
LA FUSION DE LA CLP ET DE LA CRT.**

Une seule étude a été faite en lien avec la fusion. Il s'agit d'une évaluation des efforts à investir dans la solution SISTA (Système intégré de services des tribunaux administratifs) dans le but d'arrimer les activités de mission de la CRT à celles de la CLP. Le rapport a été approuvé par la présidente du Tribunal le 26 mai 2016 et un dossier d'affaires a été présenté au Secrétariat du Conseil du trésor pour autorisation.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP146

COÛTS ASSOCIÉS À LA FUSION DE LA CLP ET DE LA CRT.

Voir également la réponse à la question RP154.

ACTIVITÉ	COÛT
Dossier d’affaire; mise à jour de SISTA	18 300 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 5 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP147

IMPACT DE LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL SUR L'EFFECTIF, EXPRIMÉ EN ETC, EN NOMBRE D'EMPLOYÉS. VENTILER PAR TYPE D'EMPLOI ET PAR RÉGION.

La mise en place du Tribunal administratif du travail n’a pas eu d’impact sur le niveau d’effectifs.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 5 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP148

PRÉCISER L'IMPACT DE LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL SUR LE NOMBRE DE POSTES CRÉÉS, ABOLIS ET TRANSFÉRÉS, DE DÉPARTS À LA RETRAITE, DE FINS DE POSTES, DE MISES EN DISPONIBILITÉ, DE NOMINATIONS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR RÉGION.

La mise en place du Tribunal administratif du travail n'a pas eu d'impact sur le nombre de nouveaux postes créés, abolis et transférés, les départs à la retraite ou les mises en disponibilité.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 5 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP149

ÉVOLUTION DE L’EFFECTIF DEPUIS CINQ ANS, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI,
PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

Voici les données au 28 février 2017 :

CATÉGORIES D’EMPLOI	EFFECTIF
Professionnels	154
Personnel de bureau	132,5
Techniciens	71
Ouvriers	1
Cadres	12
TOTAL	370,5

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP150

**NOMBRE ET MONTANT DES PRIMES DE DÉPART VERSÉES EN LIEN AVEC LA
MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.**

Aucune prime de départ n'a été versée en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 5 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP151

VENTILATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL. FOURNIR UNE ÉVOLUTION SUR CINQ ANS EN INCLUANT LES BUDGETS DES ORGANISMES MAINTENANT FUSIONNÉS.

Masse salariale	63 448 701 \$
Fonctionnement	
Services de transport et de télécommunications	2 487 000 \$
Services professionnels, administratifs et autres	7 289 768 \$
Locations	7 428 745 \$
Fournitures et approvisionnement	601 559 \$
Amortissement	2 951 426 \$
Autres dépenses	62 941 \$
Total fonctionnement	20 821 439,00 \$
Total des dépenses	84 270 140,00 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 24 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP152

**VENTILATION DES DÉPENSES ALLOUÉES À LA RÉMUNÉRATION PAR LE
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.**

Du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 :

Rémunération de base – effectif régulier	38 303 008,11 \$
Rémunération de base – effectif occasionnel	287 889,83 \$
Rémunération de base – effectif étudiant-stagiaire	191 931,79 \$
Heures supplémentaires – effectif régulier	39 800,78 \$
Heures supplémentaires – effectif occasionnel	186,74 \$
Primes et indemnités de départ – effectif régulier	942 265,85 \$
Primes et indemnités de départ – effectif occasionnel	10 225,54 \$
Primes et indemnités de départ – étudiant-stagiaire	3 603,86 \$
Contribution employeur – effectif régulier	7 522 925,97 \$
Contribution employeur – effectif occasionnel	61 854,51 \$
<hr/>	
TOTAL	47 363 692,98 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP153

**COPIE DES AVIS ET DIRECTIVES ÉMIS EN LIEN AVEC LA MISE EN PLACE DU
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.**

Aucun avis et aucune directive n'ont été émis.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP154

COÛTS ASSOCIÉS À LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL, NOTAMMENT :

- a. la formation;
- b. la publicité;
- c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique;
- d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement;
- e. les baux résiliés et locaux vacants;
- f. achat de matériel;
- g. tout autre coût de transition.

Voir également la réponse fournie à la question RP146.

- a. la formation : 37 346,24 \$
- b. la publicité : 0 \$
- c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique :
 - remplacement des panneaux de signalisation : 841 \$
- d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement : 7 847 \$
- e. les baux résiliés et locaux vacants : 0 \$
- f. achat de matériel : 0 \$
- g. tout autre coût de transition :
 - Création d'une page Web: 20 328 \$
 - Outil de communication : 5 634 \$
 - Impression de la brochure du Tribunal : 8 061 \$
 - Conception et impression anniversaire 1 an : 2 099 \$
 - Ajout d'une salle d'audience : 59 445 \$

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 5 avril 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP155

**LISTE DES NOMINATIONS EFFECTUÉES AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU
TRAVAIL DEPUIS SA CRÉATION.**

Aucune nomination n'a été effectuée depuis la création du TAT le 1^{er} janvier 2016

SOURCE : Service des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP156

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS À DES LITIGES SUR LES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET TRANSMETTRE LES DÉCISIONS. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division des relations du travail.

Les tableaux suivants couvrent la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 :

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise	
Sort des requêtes	Année
	2016-2017
Accueillies	198
Rejetées	4
Règlements	0
Désistements	12
Sous-total	214

Article 46: Difficultés d’application	
Sort des requêtes	Année
	2016-2017
Accueillies	1
Rejetées	2
Règlements	0
Désistements	2
Sous-total	5

TOTAL	219
-------	-----

La plupart des requêtes accueillies le sont du consentement des parties, soit par le dépôt d’une requête conjointe ou par la non-contestation de la requête par l’autre partie.

Les décisions motivées des commissaires (juges administratifs) sont accessibles par l'entremise du site Web du Tribunal (www.tat.gouv.qc.ca), alors que l'ensemble des décisions rendues en vertu des articles 45 et 46 du Code du travail sont disponibles sur le site COR@IL (www.corail.gouv.qc.ca).

SOURCE : Direction des opérations de la Vice-présidence des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 15 mars 2017

Informations complémentaires à la fiche RP-156

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP156X

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS À DES LITIGES SUR LES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET TRANSMETTRE LES DÉCISIONS. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

Cette question ne concerne que la Division des relations du travail.

Les tableaux suivants couvrent les années d'exercice 2012-2013 à 2016-2017.

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise					
Sort des requêtes	Année				
	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Accueillies	158	139	160	191	198
Désistements	10	16	11	16	12
Règlements	1	1	0	0	0
Rejetées	1	0	0	2	4
Sous-total	170	156	171	209	214

Article 46: Difficultés d'application					
Sort des requêtes	Année				
	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Accueillies	1	0	3	1	1
Désistements	1	2	0	2	2
Règlements	1	1	1	0	0
Rejetées	0	0	0	0	2
Sous-total	3	3	4	3	5

TOTAL	173	159	175	212	219
-------	-----	-----	-----	-----	-----

La plupart des requêtes accueillies le sont du consentement des parties, soit par le dépôt d'une requête conjointe ou par la non-contestation de la requête par l'autre partie.

Les décisions motivées des commissaires (juges administratifs) sont accessibles par l'entremise du site Web du Tribunal (www.tat.gouv.qc.ca), alors que l'ensemble des décisions rendues en vertu des articles 45 et 46 du Code du travail sont disponibles sur le site COR@IL (www.corail.gouv.qc.ca).

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 7 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche RP157

AU COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES, FOURNIR UNE LISTE DETAILLÉE (NOM DE LA PERSONNE CONCERNÉE, NOM DE LA MUNICIPALITE, OBJET DE L'APPEL) DES REQUETES EN APPEL LOGEES PAR UN SECRETAIRE, UN SECRETAIRE-TRESORIER OU UN CADRE MUNICIPAL DEVANT LE TAT (ANCIENNEMENT CRT).

Voir la liste détaillée qui suit.

SOURCE : Direction des opérations de la Vice-présidence des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

DATE :

N° cas	Date de réception	Nature du cas	Nom de la personne concernée
CM20162080	2016-04-07	Code municipal du Québec (dest.)	Denis Marcoux
			Municipalité du Village d'Angliers
CM20162161	2016-04-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Marie Stéphanie Jadotte
			Ville de Montréal
CM20162468	2016-04-20	Loi sur les cités et villes (dest.)	Matthew Griffith
			Ville de Montréal
CM20162582	2016-04-22	Code municipal du Québec (dest.)	Danielle Favreau
			Municipalite régionale de Comté d'Acton
CM20162902	2016-05-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Frantz César
			Ville de Montréal
CM20163139	2016-05-18	Loi sur les cités et villes (dest.)	Chantal Rutledge
			Service de police de la Ville de Montréal
			Ville de Montréal
CM20163308	2016-05-25	Code municipal du Québec (dest.)	Nicole Renaud
			Paroisse de L'Épiphanie
CM20163387	2016-05-31	Loi sur les cités et villes (dest.)	Lynda Levasseur
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal Arrondissement Plateau Mont-Royal
CM20163427	2016-06-01	Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal	Communauté Métropolitaine de Montréal
			Liette Vaudry
CM20163615	2016-06-09	Loi sur les cités et villes (dest.)	Patrice Leroux
			Ville de Montréal
CM20164035	2016-06-29	Code municipal du Québec (dest.)	Nicole Renaud
			Paroisse de L'Épiphanie
CM20164041	2016-06-29	Loi sur les cités et villes (dest.)	Daniel Desnoyers
			Ville d'Otterburn Park
CM20164326	2016-07-14	Loi sur les cités et villes (susp.)	Sébastien Valade
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal - Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie
CM20164358	2016-07-18	Loi sur les cités et villes (dest.)	Jean-François Chaput
			Ville de Terrebonne
CM20164483	2016-07-25	Loi sur les cités et villes (dest.)	Stéphane Larochelle
			Ville de Laval
CM20164562	2016-07-28	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalite Regionale de Comté de Roussillon
			Pierre Largy
CM20164742	2016-08-03	Loi sur les cités et villes (dest.)	Denis Villeneuve
			Ville de Mascouche
CM20165061	2016-08-30	Loi sur les cités et villes (dest.)	Luc Thibault
			Ville de Montréal
CM20165283	2016-09-09	Loi sur les cités et villes (susp.)	André Cazalais
			Ville de Montréal
CM20165406	2016-09-15	Loi sur les cités et villes (susp.)	Pierre Vaillancourt
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal Arrondissement Ahuntsic-Cartierville
CM20165549	2016-09-22	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Saint-Émile-de-Suffolk
			Sylvie Désilets
CM20165740	2016-10-06	Loi sur les cités et villes (susp.)	Lise Landry
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal, arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève

N° cas	Date de réception	Nature du cas	Nom de la personne concernée
CM20165962	2016-10-14	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Saint-Édouard
			Véronic Vachon
CM20166118	2016-10-21	Code municipal du Québec (dest.)	France Nadeau
			Municipalité de Yamaska
CM20166242	2016-10-26	Loi sur les cités et villes (dest.)	Sylvain Marcoux
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal - Arrondissement Pierrefonds Roxboro
CM20166244	2016-10-27	Loi sur les cités et villes (dest.)	Jean-Pierre Laporte
			Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
CM20166508	2016-11-07	Loi sur les cités et villes (dest.)	Serge Raymond
			Ville de Hudson
CM20166549	2016-11-10	Loi sur les cités et villes (susp.)	Karina Chaou
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal, arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
CM20166795	2016-11-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Valentina Corbi
			Ville de Montréal
CM20166822	2016-11-23	Loi sur les cités et villes (dest.)	Chantal Séguin
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal / Arrondissement Outremont
CM20167107	2016-12-01	Loi sur les cités et villes (dest.)	Marie-Diane Bessette
			Ville de Boisbriand
CM20167162	2016-12-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Bruno Gervais
			Ville de Sainte-Catherine
CM20167365	2016-12-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Réal Normandeau
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal - Direction du développement économique et urbain
CM20167398	2016-12-16	Loi sur les cités et villes (dest.)	Christian Ruelland
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal Commission de la fonction publique de Montréal
CM20167399	2016-12-16	Loi sur les cités et villes (dest.)	Danielle Lavigne
			Ville de Montréal
CM20167450	2016-12-21	Loi sur les cités et villes (dest.)	Ville de Vaudreuil-Dorion
			Yves Gaumond
CM20167477	2016-12-22	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Lacolle
			Yves L'Heureux
CM20170017	2016-12-29	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de canton de Sainte-Cécile-de-Milton
			Pierre Bell
CM20170124	2017-01-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Guy Trahan
			Ville de La Prairie
CM20170144	2017-01-10	Code municipal du Québec (dest.)	Chantal Courville
			Municipalité de Lochaber-Partie-Ouest
CM20170466	2017-01-26	Loi sur les cités et villes (dest.)	Johanne Laperrière
			Ville de Gracefield
CM20170513	2017-01-31	Loi sur les cités et villes (dest.)	Danielle Lanoue
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal, Service de l'eau
CQ20162047	2016-04-01	Code municipal du Québec (dest.)	Line Camiré
			Municipalité de Sainte-Monique
CQ20162090	2016-04-07	Loi sur les cités et villes (susp.)	Richard Cormier
			Ville de New Richmond

N° cas	Date de réception	Nature du cas	Nom de la personne concernée
CQ20162159	2016-04-11	Code municipal du Québec (dest.)	Gratien Courtois
			Municipalité de Saint-Louis-du-Ha! Ha!
CQ20162563	2016-04-25	Code municipal du Québec (dest.)	Caroline Paquet
			MRC de La Jacques-Cartier
CQ20162798	2016-04-26	Code municipal du Québec (dest.)	Isabelle Bournival
			Municipalité de Saint-Élie-de-Caxton
CQ20162806	2016-05-02	Loi sur les cités et villes (dest.)	Annie Dupéré
			Ville de Bonaventure
CQ20163309	2016-05-24	Loi sur les cités et villes (dest.)	Aline Pelletier
			Ville de Lévis
CQ20163317	2016-05-27	Code municipal du Québec (dest.)	Martine Marceau
			Municipalité des Méchins
CQ20164146	2016-07-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Gilles Gravel
			Ville de Forestville
CQ20164240	2016-07-12	Loi sur les cités et villes (dest.)	Philip Thivierge
			Ville de Thetford Mines
CQ20164994	2016-08-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Jacinthe Couture
			Ville de Plessisville
CQ20165590	2016-09-23	Loi sur les cités et villes (dest.)	François Renaud
			Ville de Château-Richer
CQ20166010	2016-10-13	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité d'Hébertville
			René Perron
CQ20166014	2016-10-14	Loi sur les cités et villes (dest.)	Marc Caron
			Ville de Matane
CQ20166232	2016-10-27	Loi sur les cités et villes (dest.)	Pascal Sweeney
			Ville de Paspébiac
CQ20167222	2016-12-06	Code municipal du Québec (dest.)	Éric Gélinas
			Municipalité de Lac-Beauport
CQ20170035	2016-12-28	Loi sur les cités et villes (susp.)	Christian Boisvert
			Ville de Québec
			Yves Berthiaume
CQ20170128	2017-01-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Philip Thivierge
			Ville de Thetford Mines
CQ20170204	2017-01-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	José Garceau
			Ville de Québec
CQ20170286	2017-01-10	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Saint-Irénée
			Sébastien Tremblay
CQ20170305	2017-01-17	Loi sur les cités et villes (susp.)	Gilles Gravel
			Ville de Forestville
Total : 63			

Informations complémentaires à la fiche RP157

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP157X

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, FOURNIR UNE LISTE DÉTAILLÉE (NOM DE LA PERSONNE CONCERNÉE, NOM DE LA MUNICIPALITÉ, OBJET DE L'APPEL) DES REQUÊTES EN APPEL LOGÉES PAR UN SECRÉTAIRE, UN SECRÉTAIRE-TRÉSORIER OU UN CADRE MUNICIPAL DEVANT LE TAT (ANCIENNEMENT CRT).

État des plaintes déposées entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017

Cas convoqués et assignés aux agents de relations du travail	11
Cas assignés aux juges administratifs	10
Cas inactifs à la demande des parties	15
Cas en délibéré	0
Décisions accueillant les plaintes	0
Décisions rejetant les plaintes	2
Décisions prenant acte d'un désistement ou d'un règlement	24
Cas déferés aux tribunaux supérieurs	1
TOTAL	63

SOURCE : Direction des opérations de la Vice-présidence des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 11 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP158

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE D'ORDONNANCES RENDUES RELATIVEMENT À L'APPLICATION DES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET PRÉCISER LA NATURE DES ORDONNANCES.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division des relations du travail.

Pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, aucune ordonnance n'a été rendue relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la Vice-présidence des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 15 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP159

ÉVOLUTION DES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DOSSIERS DEPUIS LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Voici les données provenant des divisions relations du travail, services essentiels, et construction et qualification professionnelle du Tribunal administratif du travail (TAT) pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 :

Lois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de dossiers
	Délai Imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	

Code du travail	52	71	108	164	2 563
Loi sur les normes du travail	278	374	276	401	2 332
Loi instituant le TAT	142	163	145	189	106
Loi secteur des affaires sociales	18	24	33	36	20
Lois – Services essentiels	8	8	11	13	379
Lois – Construction et qualification professionnelle	96	137	155	235	110
Loi – Ressources intermédiaires et RTF	104	104	158	181	14
Loi – Responsables d’un service de garde	60	153	61	198	5
Lois – Statut des artistes	126	677	171	538	6
Autres lois	94	193	235	361	198

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l’ensemble des délais des cas de la Vice-présidence relations du travail du TAT

SOURCE : Direction des opérations de la Vice-présidence des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 15 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP160

DEPUIS CINQ ANS, PAR MOIS, ET SELON LE CODE DU TRAVAIL OU LES NORMES DU TRAVAIL, NOMBRE DE CONCILIATIONS PRÉ-DÉCISIONNELLES EFFECTUÉES ET RÉSULTATS (RÉUSSIES, NON RÉUSSIES OU NON CONCLUES), NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES ET RÉSULTATS (ACCUEILLIES, DÉSISTEMENTS, RÈGLEMENTS ET REJETÉES).

Nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées entre le 1 ^{er} avril 2016 et le 28 février 2017					
Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail					
Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux juges administratifs	Total
Loi sur les normes du travail	2016	Avril	146	47	193
		Mai	114	19	133
		Juin	109	23	132
		Juillet	67	26	93
		Août	48	25	73
		Septembre	89	37	126
		Octobre	68	27	95
		Novembre	10	1	11
		Décembre	9	3	12
	2017	Janvier	5	0	5
		Février	15	3	18
TOTAL			680	211	891

Code du travail	2016	Avril	9	17	26
		Mai	27	15	42
		Juin	21	9	30
		Juillet	15	3	18
		Août	7	1	8
		Septembre	16	7	23
		Octobre	51	11	62
		Novembre	35	18	53
		Décembre	33	9	42
	2017	Janvier	15	5	20
		Février	15	9	24
TOTAL			244	104	348

.../2

Nombre de cas conclus entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017 Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail						
Année	Mois	Sort des cas				
		Accueillis	Désistements	Règlements	Rejetés	Total
2016	Avril	145	164	182	39	530
	Mai	337	174	211	121	843
	Juin	165	156	224	57	602
	Juillet	127	154	120	76	477
	Août	84	160	201	56	501
	Sept.	99	177	204	41	521
	Oct.	109	158	108	37	412
	Nov.	111	155	120	47	433
	Déc.	120	232	139	62	553
2017	Janvier	91	168	108	48	415
	Février	188	112	61	85	446
TOTAL		1 576	1 810	1 678	669	5 733

SOURCE : Direction des opérations de la Vice-présidence des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 15 mars 2017

Informations complémentaires à la fiche RP160
 ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP160X

DEPUIS CINQ ANS, PAR MOIS, ET SELON LE CODE DU TRAVAIL OU LES NORMES DU TRAVAIL, NOMBRE DE CONCILIATIONS PRÉDÉCISIONNELLES EFFECTUÉES ET RÉSULTATS (RÉUSSIES, NON RÉUSSIES OU NON CONCLUES), NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES ET RÉSULTATS (ACCUEILLIES, DÉSISTEMENTS, RÈGLEMENTS ET REJETÉES).

Cette question concerne la Division des relations du travail

Nombre de conciliations prédécisionnelles depuis 2011-2012 Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail				
Lois	Année	Nombre de cas en conciliation		
		Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux juges administratifs	Total
Loi sur les normes du travail	2011-2012	1 066	229	1 295
	2012-2013	1 214	237	1 451
	2013-2014	1 271	347	1 618
	2014-2015	1 287	381	1 668
	2015-2016	1 183	372	1 555
	2016-2017*	680	211	891
	Total	6 701	1 777	8 478
Code du travail	2011-2012	218	103	321
	2012-2013	220	65	285
	2013-2014	252	96	348
	2014-2015	289	94	383
	2015-2016	210	107	317
	2016-2017*	244	104	348
	Total	1 433	569	2 002

Nombre de cas conclus, depuis l’année 2011-2012 :

Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail

Nombre de cas conclus depuis l’année 2011-2012					
Année	Décisions				
	Accueillies	Désistements	Règlements	Rejetées	Total
2011-2012	2069	1770	1818	708	6365
2012-2013	1626	2175	1725	645	6171
2013-2014	2660	2177	2058	670	7565
2014-2015	1641	1878	2433	714	6666
2015-2016	2673	2077	2171	622	7543
2016-2017*	1576	1810	1678	666	5730
Total	12245	11887	11883	4025	40040

* : 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP161

DEPUIS CINQ ANS, PAR MOIS, PAR ARTICLE ET SELON LE CODE DU TRAVAIL
OU LA *LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL*, DÉLAI DE TRAITEMENT DES CAS
RÉGLÉS (MÉDIANE ET MOYENNE)

Cette question ne concerne que la division des relations du travail du TAT.

Délai de traitement (en jours) des cas réglés par mois

du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total	
Code du travail					
Avril	35	40	79	149	227
Mai	140	140	114	154	428
Juin	37	44	93	152	230
Juillet	53	63	106	172	212
Août	67	104	156	214	167
Septembre	50	73	103	148	201
Octobre	54	71	104	157	211
Novembre	47	56	123	162	220
Décembre	41	43	83	112	243
Janvier	70	127	143	267	233
Février	48	57	94	135	191
Loi sur les normes du travail					
Avril	281	352	293	409	246
Mai	280	357	248	351	286
Juin	273	351	253	349	285
Juillet	290	364	320	450	202
Août	299	409	307	446	292
Septembre	286	396	271	408	260
Octobre	233	317	248	365	160
Novembre	295	381	287	386	165
Décembre	259	437	250	427	214
Janvier	231	375	275	398	124
Février	308	402	298	452	98

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas traités par la Vice-présidence relations du travail.

Délai de traitement (jours) des cas réglés du 1 ^{er} avril 2016 au 28 février 2017 selon les principaux articles du Code du travail et de la Loi sur les normes du travail					
Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	

Code du travail					
Article 16 - congédiement*	69	162	118	270	110
Article 25 - champ libre*	31	32	43	47	274
Article 25 - conflit*	32	32	33	33	110
Article 39 - statut de salarié*	123	225	180	314	145
Article 39 - modification*	27	31	70	91	458
Article 41 - révocation*	140	140	95	96	284
Article 45 - transmission*	21	21	40	46	203
Article 47.3 – traitement par l’association*	156	195	185	272	181

Loi sur les normes du travail					
Article 79.1 - plainte (maladie ou accident)*	288	376	281	394	335
Articles 79.7 et 79.8 - plainte (familiale ou parentale)*	67	98	135	184	14
Article 122 - plainte*	290	372	268	387	443
Article 122.1 - (retraite)*	265	346	266	308	13
Article 123.6 - harcèlement psychologique*	187	323	250	394	366
Article 124 - plainte congédiement*	290	391	290	416	1124
Article 128 - indemnité*	176	285	211	323	34

- Article 16 CT - congédiement : plainte en matière de mesures disciplinaires – congédiement
- Article 25 CT - champ libre : requête en accréditation, champ libre
- Article 25 CT - conflit : requête en accréditation, conflit
- Article 39 CT - statut de salarié : requête en interprétation et statut de salarié
- Article 39 CT - modification : requête en modification d’accréditation
- Article 41 CT - révocation : requête en révocation d’accréditation
- Article 45 CT - transmission : requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle)
- Article 47.3 CT - égalité de traitement par l'association
- Article 79.1 LNT - plainte de congédiement - maladie ou accident
- Article 79.7 et 79.8 LNT - plainte de congédiement – congé pour raisons familiales ou parentales
- Article 122 LNT - plainte de congédiement - général
- Article 123.6 LNT - plainte de harcèlement psychologique
- Article 124 LNT - plainte de congédiement sans cause juste et suffisante
- Article 128 LNT - indemnité : requête pour fixation d'indemnité

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas traités par la Vice-présidence relations du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la Vice-présidence des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 17 mars 2017

Informations complémentaires à la fiche RP161

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP161X

DEPUIS CINQ ANS, PAR MOIS, PAR ARTICLE ET SELON LE CODE DU TRAVAIL
OU LA *LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL*, DÉLAI DE TRAITEMENT DES CAS
RÉGLÉS (MÉDIANE ET MOYENNE)

Cette question ne concerne que la Division des relations de travail.

Délai de traitement (jours) des cas réglés par mois,					
du 1 ^{er} avril 2011 au 28 février 2017					
Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail					

Année	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total	
Code du travail					
2011-2012	64	78	103	169	3 337
2012-2013	51	74	98	197	2 978
2013-2014	67	82	110	185	4 034
2014-2015	52	67	104	164	2 960
2015-2016	55	74	102	165	3 183
2016-2017*	52	71	108	164	2 563
Loi sur les normes du travail					
2011-2012	171	270	194	337	2 573
2012-2013	202	323	229	372	2 617
2013-2014	265	372	266	394	3 017
2014-2015	245	333	251	363	3 215
2015-2016	250	329	258	370	2 977
2016-2017*	278	374	276	401	2 332

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas de la VPRT-TAT.

* : 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Délai de traitement (jours) des cas réglés
du 1^{er} avril 2011 au 28 février selon les principaux articles
Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable à VPRT-TAT	Délai total	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total	

Code du travail					
Article 16 - congédiement*	65	197	119	355	824
Article 25 - champ libre*	31	32	43	53	1764
Article 25 - conflit*	34	34	43	46	672
Article 39 - statut de salarié*	114	266	245	427	1259
Article 39 - modification*	32	42	62	79	4507
Article 41 - révocation*	67	67	69	73	1976
Article 45 - transmission*	22	24	43	55	1100
Article 47.3 - renvoi*	157	189	183	264	1073

* : 1^{er} avril 2011 au 28 février 2017

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP162

LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

Voir la réponse de la question 9 en Annexe 2.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP163

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE PLAINTES OU DE DEMANDES DÉPOSÉES EN VERTU DE LA CHARTE QUÉBÉCOISE DES DROITS ET LIBERTÉS ET FOURNIR UNE VENTILATION DÉTAILLÉE DE CELLES PORTANT PLUS PARTICULIÈREMENT SUR L'ARTICLE 46. STATISTIQUES SUR LE TYPE DE DOSSIERS ET TABLEAU DES RÉSULTATS.

Aucune telle plainte ne sera jamais reçue au Tribunal administratif du travail (TAT) puisque les plaintes en vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne* sont déposées à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP164

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CONCILiateURS/MÉDIATEURS DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division des relations du travail.

Du 1^{er} avril au 28 février 2017 : 23 conciliateurs/médiateurs à la Vice-présidence relations du travail du Tribunal administratif du travail

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP165

**ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR MÉDIATEUR /
CONCILIATEUR, DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.**

Cette question ne s'adresse qu'à la Division des relations du travail.

Du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, les conciliateurs de la Vice-présidence relations du travail du Tribunal administratif du travail ont tenu 1 102 séances de conciliation visant 1 667 dossiers, soit 72 dossiers par conciliateur.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP166

DEPUIS DÉCEMBRE 2014, NOMBRE DE DOSSIERS LIÉS À LA *LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES DU SECTEUR MUNICIPAL*.

Le Tribunal administratif du travail n'a aucune compétence en vertu de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal*.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP167

NOMBRE DE DOSSIERS LIÉS À LA *LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE PRINCIPALEMENT QUANT AU FINANCEMENT DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES* (PL 57).

Le Tribunal administratif du travail n'a aucune compétence en vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées* (PL 57).

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP168

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI SONT ALLÉS EN RÉVISION JUDICIAIRE ET LA NATURE DES DÉCISIONS RENDUES RELATIVEMENT AUX SERVICES ESSENTIELS.

Pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 :

8 demandes en révision judiciaire portant sur des décisions de la division des services essentiels ont été notifiées au TAT. Voici le détail de ces demandes :

- 5 décisions du TAT (l'objet de ces pourvois portait sur la détermination des services essentiels à maintenir en cas de grève);
- 2 autres décisions concernaient des demandes de redressement;
- Une décision visait la détermination de la légalité d'une grève partielle.

SOURCE : Direction des services juridiques

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP169

DEPUIS CINQ ANS, DÉLAIS DE TRAITEMENT MOYEN. VENTILER PAR TYPE DE DOSSIER.

Pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, 379 dossiers ont été fermés par la division des services essentiels du TAT, dans un délai moyen de 13 jours

SOURCE : Direction des opérations de la Vice-présidence des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 14 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP170

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS PAR MÉDIATION.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, 76 dossiers ont été réglés par voie de médiation dans la division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la Vice-présidence des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 14 mars 2017

Informations complémentaires à la fiche RP170

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP170X

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS PAR MÉDIATION.

2013-2014 :	57
2014-2015 :	36
2015-2016 :	40
2016-2017 :	76

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP171

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE ET LA NATURE DES DÉCISIONS RENDUES, PAR SECTEUR D'INTERVENTION.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, la division des services essentiels du TAT a rendu des décisions dans 379 dossiers répartis comme suit :

	SERVICES PUBLICS	SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	FONCTION PUBLIQUE
Évaluation des services essentiels	342	-	4
Difficultés découlant des listes de services essentiels	3	2	1
Avis de grève ou de lock-out non conformes	-	-	-
Mesures de redressement	19	6	2
TOTAL DES DOSSIERS	364	8	7

SOURCE : Direction des opérations de la Vice-présidence des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 14 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP172

MESURES DE RÉPARATION IMPOSÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, il n'y a eu aucune mesure de réparation imposée par la division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la Vice-présidence des relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 11 avril 2017

Informations complémentaires à la fiche RP172

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP172X

MESURES DE RÉPARATION IMPOSÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Entre le 1^{er} avril 2013 et le 28 février 2017, aucune mesure de réparation n’a été imposée par la division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la Vice-présidence des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 11 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP173

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS AUX LÉSIONS PROFESSIONNELLES OUVERTS PAR DIVISION, NATURE DE CES DOSSIERS ET DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Nombre de dossiers ouverts et nature des dossiers :

	1 ^{er} avril 2016 au 28 février 2017
FINANCEMENT	3 419
PREVENTION ET INDEMNISATION	24 953
Retrait préventif	52
Mesures disciplinaires	102
LSST (autres)	193
LATMP (urgences)	203
Notion de lésion	12 639
Prestations	4 114
LATMP (autres)	29
Médical	7 515
Maladies pulmonaires	106
TOTAL	28 372

Délai moyen de traitement des dossiers, de la date d’ouverture à la date de fermeture, et ce, peu importe le type de fermeture (désistement, décision rendue à la suite d’une audience ou d’un accord en conciliation, etc.). Ce délai inclut les délais occasionnés par les remises d’audiences et les suspens demandés par les parties :

	1 ^{er} avril 2016 au 28 février 2017
Délai moyen de fermeture	292 jours

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 14 mars 2017

Informations complémentaires à la fiche RP173
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP173X

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS AUX LÉSIONS PROFESSIONNELLES OUVERTS PAR DIVISION, NATURE DE CES DOSSIERS ET DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT.

Nombre de dossiers ouverts par division et nature de ces dossiers :

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
	01-04-2012 au 30-11-2012	01-04-2013 au 31-03-2014	01-04-2014 au 28-02-2015	01-04-2015 au 29-02-2016	01-04-2016 au 28-02-2017
DIVISION FINANCEMENT	3 049	3 478	3 401	3 980	3 419
DIVISION PREVENTION ET INDEMNISATION	18 508	26 551	24 939	25 101	24 953
Retrait préventif	64	69	61	39	52
Mesures disciplinaires	63	130	161	137	102
LSST (autres)*	891	235	224	210	193
LATMP (urgences)	91	176	226	226	203
Notion de lésion	9 844	14 129	13 068	13 150	12 639
Prestations	2 334	3 996	3 703	3 973	4 114
LATMP (autres)	46	45	21	46	29
Médical	5 003	7 632	7 366	7 198	7 515
Maladies pulmonaires	82	139	109	122	106
TOTAL	21 557	30 029	28 340	29 081	28 372

Délai moyen de traitement des dossiers, de la date d’ouverture à la date de fermeture, et ce, peu importe le type de fermeture (désistement, décision rendue à la suite d’une audience ou d’un accord en conciliation, etc.). Ce délai inclut les délais occasionnés par les remises d’audiences et les suspens demandés par les parties :

01-04-2014 au 28-02-2015	01-04-2015 au 29-02-2016	1 ^{er} avril 2016 au 28-02-2017
10 mois	9,4 mois (285 jours)	9,6 mois (292 jours)

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
 COLLABORATION :
 VALIDATION : Bureau de la présidence
 DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP174

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, DÉLAI MOYEN ENTRE LE DÉPÔT D'UN APPEL ET LA DÉCISION, ET NATURE DES DÉCISIONS, DANS LES DOSSIERS RELATIFS AUX LÉSIONS PROFESSIONNELLES.

DÉLAI MOYEN ENTRE
LA RÉCEPTION D'UNE CONTESTATION
ET LA DÉCISION RENDUE À LA SUITE D'UNE AUDIENCE

2016-2017

	1 ^{er} avril 2016 au 28 février 2017
Sans les remises	194 jours
Avec les remises	360 jours

Voir la fiche RP173 pour la nature des décisions.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 14 mars 2017

Informations complémentaires à la fiche RP174
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP174X

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, DÉLAI MOYEN ENTRE LE DÉPÔT D'UN APPEL ET LA DÉCISION, ET NATURE DES DÉCISIONS, DANS LES DOSSIERS RELATIFS AUX LÉSIONS PROFESSIONNELLES.

DÉLAI MOYEN ENTRE
 LA RÉCEPTION D'UNE CONTESTATION
 ET LA DÉCISION RENDUE À LA SUITE D'UNE AUDIENCE

2012-2013 2013-2014 2014-2015 2015-2016 2016-2017

	01-04-2012 au 30-11-2012	01-04-2013 au 31-03-2014	01-04-2014 au 28-02-2015	01-04-2015 au 29-02-2016	01-04-2016 au 28-02-2017
Sans les remises	7,3 mois	7,2 mois	7 mois	6,7 mois (203 jours)	6,4 mois 194 jours
Avec les remises	11,6 mois	11,7 mois	12 mois	11,1 mois (339 jours)	11,8 mois 360 jours

Voir la fiche RP173 pour la nature des décisions.

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
 COLLABORATION :
 VALIDATION : Bureau de la présidence
 DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP175

LISTE DES REPRÉSENTANTS PATRONAUX ET SYNDICAUX ET DES ASSESSEURS RECONNUS EN INDIQUANT LE TOTAL DES FRAIS ET HONORAIRES REMBOURSÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne concerne que la division de la santé et de la sécurité du travail.

Le paritarisme au sein de la Commission des lésions professionnelles a été aboli le 1^{er} janvier 2016 par l’entrée en vigueur de la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1). Ainsi, il n’y a plus de représentants patronaux et syndicaux au Tribunal administratif du travail.

Liste des assesseurs – Honoraires et frais :

Le TAT est un tribunal spécialisé et la présence d’assesseurs, généralement des médecins, est parfois nécessaire pour conseiller le commissaire dans des dossiers complexes. Le TAT a des assesseurs médicaux à temps plein qui sont rémunérés selon la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1) et il doit également faire appel à des assesseurs contractuels. Le tableau suivant présente le montant des honoraires et frais de déplacement versés aux assesseurs contractuels pour la période indiquée.

	01-04-16 au 28-02-17
Frais et honoraires des assesseurs contractuels	355 463 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 24 mars 2017

Informations complémentaires à la fiche RP-175

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP175X

LISTE DES REPRÉSENTANTS PATRONAUX ET SYNDICAUX ET ASSESSEURS RECONNUS EN INDIQUANT LE TOTAL DES FRAIS ET HONORAIRES REMBOURSÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Les représentants patronaux et syndicaux ne sont pas présents au sein du TAT puisque le paritarisme qui existait à la Commission des lésions professionnelles a été aboli le 1^{er} janvier 2016 par l'entrée en vigueur de la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1).

Liste des assesseurs – Honoraires et frais

Le TAT est un tribunal spécialisé et la présence d'assesseurs, généralement des médecins, est parfois nécessaire pour conseiller le commissaire dans des dossiers complexes. Le TAT a des assesseurs médicaux à temps plein qui sont rémunérés selon la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1) et il doit également faire appel à des assesseurs contractuels. Le tableau suivant présente le montant des honoraires et frais de déplacement versés aux assesseurs contractuels au cours des trois dernières années.

	2014-2015 1 ^{er} avril 2014 au 28 février 2015	2015-2016 1 ^{er} avril 2015 au 29 février 2016	2016-2017 1 ^{er} avril 2016 au 28 février 2017
Frais et honoraires des assesseurs contractuels	340 897 \$	389 187 \$	355 463 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP176

**NOMBRE DE CONCILIATEURS ET NOMBRE D'ENTENTES HORS COUR
ENTÉRINÉES PAR LE TRIBUNAL AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Voici les résultats entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017 :

Nombre de conciliateurs au 28 février 2017	44
Nombre de dossiers dans lesquels les parties ont conclu un accord par la suite entériné par le tribunal	3 900
Nombre de transactions conclues entre les parties en vertu du <i>Code civil du Québec</i>	5 107

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION : Direction des ressources humaines

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 6 avril 2017

Informations complémentaires à la fiche RP176

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP176X

NOMBRE DE CONCILIATEURS ET NOMBRE D'ENTENTES HORS COUR
ENTÉRINÉES PAR LE TRIBUNAL AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
	01-04-2012 au 30-11-2012	01-04-2013 au 31-03-2014	01-04-2014 au 28-02-2015	01-04-2015 au 29-02-2016	01-04-2016 au 28-02-2017
Nombre de conciliateurs	49	48	47	45	44
Nombre de dossiers dans lesquels les parties ont conclu un accord par la suite entériné par le tribunal	3 232	4 968	4 382	3 850	3 900
Nombre de transactions conclues entre les parties en vertu du <i>Code civil du Québec</i>	4 188	6 195	5 527	5 533	5 107

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION : Direction des ressources humaines et financières
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP177

NOMBRE ET POURCENTAGE DE DÉSISTEMENTS ENREGISTRÉS ET PRINCIPAUX MOTIFS INVOQUÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017, la division de la santé et de la sécurité du travail du TAT a enregistré 15 031 désistements :

- 66,1 % (soit 9 933) de ces désistements découlent d'une activité de conciliation;
- 33,9 % (soit 5 098) de ces désistements sont qualifiés de « naturels », l'employeur ou le travailleur ayant informé le Tribunal du retrait de sa contestation.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 14 mars 2017

Informations complémentaires à la fiche RP177

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP177X

NOMBRE ET POURCENTAGE DE DÉSISTEMENTS ENREGISTRÉS ET PRINCIPAUX MOTIFS INVOQUÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

2016 – 2017

Entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017, la Division de la santé et de la sécurité du travail a enregistré 15 031 désistements :

- 66,1 % (soit 9 933) de ces désistements découlent d'une activité de conciliation;
- 33,9 % (soit 5 098) de ces désistements sont qualifiés de « naturels », l'employeur ou le travailleur ayant informé le Tribunal du retrait de sa contestation.

2015 – 2016

Entre le 1^{er} avril 2015 et le 29 février 2016, la CLP a enregistré 16 780 désistements :

- 65,4 % (soit 10 981) de ces désistements découlent d'une activité de conciliation;
- 34,6 % (soit 5 799) de ces désistements sont qualifiés de « naturels », l'employeur ou le travailleur ayant informé la CLP du retrait de sa contestation.

2014 – 2015

Entre le 1^{er} avril 2014 et le 28 février 2015, la CLP a enregistré 16 152 désistements :

- 67,8 % de ces désistements découlent d'une activité de conciliation;
- 32,2 % des désistements sont qualifiés de « naturels », l'employeur ou le travailleur ayant informé la CLP du retrait de sa contestation.

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP178

NOMBRE DE REMISES DEMANDÉES PAR LES EMPLOYEURS, LE TAT (ANCIENNEMENT CLP) OU LES TRAVAILLEURS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

	01-04-2016 au 28-02-2017
Nombre de remises demandées *	
• Par les employeurs	5 086
• Par les travailleurs	4 333
• Par le TAT	0

* Ces chiffres représentent le nombre de dossiers remis et non le nombre d’audiences remises, puisqu’une audience porte souvent sur plus d’un dossier.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 14 mars 2017

75. PQ - RP178_VF.doc

Informations complémentaires à la fiche RP178

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP178X

NOMBRE DE REMISES DEMANDÉES PAR LES EMPLOYEURS, LE TAT (ANCIENNEMENT CLP) OU LES TRAVAILLEURS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

	2012-2013 01-04-2012 au 30-11-2012	2013-2014 01-04-2013 au 31-03-2014	2014-2015 01-04-2014 au 28-02-2015	2015-2016 01-04-2015 au 29-02-2016	2016-2017 01-04-2016 au 28-02-2017
Nombre de remises demandées					
• Par les employeurs	3 387	5 529	5 051	5 517	5 086
• Par les travailleurs	3 472	5 642	4 989	5 109	4 333
• Par le TAT (ou la CLP)	0	0	0	0	0

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP179

NOMBRE D’AVIS TRAITÉS PAR LE BEM ET NOMBRE D’AVIS RENVERSÉS PAR LE TRIBUNAL AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail du TAT pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

2016-2017	
	01-04-2016 au 28-02-2017
Nombre d’avis émis par le BEM et ayant fait l’objet d’une contestation	1 627
Nombre de ces avis ayant été renversés	189

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 17 mars 2017

Informations complémentaires à la fiche RP179
 ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP179X

NOMBRE D'AVIS TRAITÉS PAR LE BEM ET NOMBRE D'AVIS RENVERSÉS PAR LE TAT AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
	01-04-2013 au 31-03-2014	01-04-2014 au 31-03-2015	01-04-2015 au 31-03-2016	01-04-2016 au 28-02-2017
Nombre d'avis émis par le BEM et ayant fait l'objet d'une contestation au TAT	1 532	1 674	1 700	1 627
Nombre de ces avis ayant été renversés par le TAT	198	207	232	189

Bien que la question ne porte que sur le nombre d'avis « renversés », et que nous nous soyons limités à répondre à celle-ci, cette question est plus complexe qu'il n'y paraît. Il arrive parfois que le BEM fasse l'objet de reportages autant à la télévision que dans les journaux. Ces reportages s'appuient entre autres sur des statistiques du TAT et en tirent des conclusions quant à la qualité des avis émis par le BEM et à la nécessité de maintenir en place cet organisme.

Ces statistiques peuvent toutefois être analysées de différentes façons et diverses conclusions peuvent en être tirées. À titre d'exemple, pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, les données disponibles sont les suivantes :

NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES
 CONFIRMANT / INFIRMANT / MODIFIANT LE BEM

NATURE	ANNUEL		
	Confirmant	Infirmitant	Modifiant
Financement	0	1	0
Indemnisation et réparation			
Urgent	43	20	48
Prioritaire	298	162	1 007
Régulier	6	6	36
Total	347	189	1091
	1 627		

(suite)

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que les décisions confirmant, infirmant ou modifiant le BEM peuvent être rendues à la suite d’une audience ou à la suite d’un accord conclu entre les parties à la suite d’une conciliation :

Décisions rendues à la suite d’une audience		Décisions entérinant un accord conclu entre les parties	
Confirmant le BEM	321	Confirmant le BEM	26
Infirmant le BEM	106	Infirmant le BEM	83
Modifiant le BEM	253	Modifiant le BEM	838
TOTAL	680	TOTAL	947

En d’autres mots, le TAT a rendu, entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017, 1 627 décisions à la suite des avis émis par le BEM. 680 de ces décisions ont été rendues à la suite d’une audience, alors que 947 décisions ont été rendues en vertu de l’article 429.46 de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP) et entérinaient des accords intervenus entre les parties à la suite d’une conciliation.

Il faut souligner que l’activité de conciliation génère beaucoup plus de désistements que d’accords entérinés par une décision. Tous les désistements ont pour effet de confirmer l’avis du BEM, mais ne sont pas comptabilisés ici puisque les désistements ne sont pas entérinés par le Tribunal et ne constituent pas des décisions du Tribunal.

Deux raisons expliquent la réaction des médias ou des groupes de pression lorsqu’ils analysent les chiffres fournis. **PREMIEREMENT**, les médias ne font aucune distinction entre les décisions du TAT qui ont été rendues à la suite d’une audience et celles qui ont entériné un accord intervenu en conciliation. Or, en raison de la nature même d’un processus de conciliation, il n’est pas surprenant qu’un fort pourcentage des accords ait « modifié le BEM » au lieu de le confirmer ou de l’infirmier. De plus, le faible taux d’accords ayant confirmé le BEM s’explique facilement puisque les parties qui désirent confirmer le BEM se désistent normalement de leur contestation. Ceci rend toutefois plus complexe l’analyse des chiffres. Il y aurait peut-être lieu, dans un tel contexte, d’éviter de tenir compte des décisions rendues à la suite d’accords intervenus en conciliation puisqu’il est impossible d’en tirer des conclusions.

DEUXIEMEMENT, certains journalistes ont déjà présenté les décisions « modifiant » le BEM comme étant des décisions qui s’apparentent plus aux décisions infirmant le BEM qu’à celles le confirmant. Or, il nous semble difficile de tirer une conclusion à partir des décisions qui ont « modifié » le BEM. En effet, le BEM peut se prononcer sur cinq (5) points différents et il est fréquent que la décision du TAT ne modifie qu’un seul de ces points. Dans ce cas, la décision « modifiant le BEM » s’apparenterait beaucoup plus à une décision « confirmant le BEM » qu’à une décision « infirmant le BEM ». En conclusion, les décisions qui modifient le BEM peuvent être perçues aussi bien positivement que négativement.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 11 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP180

**POURCENTAGE DE DÉCISIONS DONNANT GAIN DE CAUSE AUX DEMANDEURS
ET POURCENTAGE DONNANT GAIN DE CAUSE AUX APPELANTS POUR LES
CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Cette question ne concerne que la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Les tableaux suivants présentent le pourcentage des décisions qui ont accueilli ou rejeté les requêtes déposées par les travailleurs et les employeurs, pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

FINANCEMENT

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS*	REQUÊTES DES EMPLOYEURS
	01-04-2016 au 28-02-2017	01-04-2016 au 28-02-2017
TOTAL DES DÉCISIONS RENDUES	0	1 497
Décisions accueillant les requêtes	0	842 (56,2%)
Décisions accueillant en partie les requêtes	0	145 (9,7%)
Décisions rejetant les requêtes	0	510 (34,1 %)

* Les travailleurs ne peuvent contester les décisions rendues en matière de financement (cotisation des employeurs, classification des entreprises, imputation des coûts).

PREVENTION ET INDEMNISATION

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS	REQUÊTES DES EMPLOYEURS
	01-04-2016 au 28-02-2017	01-04-2016 au 28-02-2017
TOTAL DES DÉCISIONS RENDUES	3 614	1 569
Décisions accueillant les requêtes	1 470 (40,7%)	636 (40,5%)
Décisions accueillant en partie les requêtes	257 (7,1%)	201 (12,8%)
Décisions rejetant les requêtes	1 887 (52,2%)	732 (46,7%)

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 14 mars 2017

Informations complémentaires à la fiche RP180

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP180X

POURCENTAGE DE DÉCISIONS DONNANT GAIN DE CAUSE AUX DEMANDEURS ET POURCENTAGE DONNANT GAIN DE CAUSE AUX APPELANTS POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Les tableaux suivants présentent le pourcentage des décisions qui ont accueilli ou rejeté les requêtes déposées par les travailleurs et les employeurs, pour les trois dernières années, et dans chacune des divisions.						
FINANCEMENT						
	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS*			REQUÊTES DES EMPLOYEURS		
	2014-2015 01-04-2014 au 28-02-2015	2015-2016 01-04-2015 au 29-02-2016	2016-2017 01-04-2016 au 28-02-2017	2014-2015 01-04-2014 au 28-02-2015	2015-2016 01-04-2015 au 29-02-2016	2016-2017 01-04-2016 au 28-02-2017
TOTAL DES DECISIONS RENDUES	0	0	0	1 461	1 572	1 497
Décisions accueillant les requêtes	0	0	0	734 (50 %)	780 (49 %)	842 (56,2%)
Décisions accueillant en partie les requêtes			0	132 (9 %)	153 (10 %)	145 (9,7%)
Décisions rejetant les requêtes	0	0	0	595 (41 %)	639 (41 %)	510 (34,1%)
* Les travailleurs ne peuvent contester les décisions rendues en matière de financement (cotisation des employeurs, classification des entreprises, imputation des coûts).						
PREVENTION ET INDEMNISATION						
	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS			REQUÊTES DES EMPLOYEURS		
	2014-2015 01-04-2014 au 28-02-2015	2015-2016 01-04-2015 au 29-02-2016	2016-2017 01-04-2016 au 28-02-2017	2014-2015 01-04-2014 au 28-02-2015	2015-2016 01-04-2015 au 29-02-2016	2016-2017 01-04-2016 au 28-02-2017
TOTAL DES DECISIONS RENDUES	4 331	4 141	3 614	1 613	1 618	1 569
Décisions accueillant les requêtes	1 669 (39 %)	1 595 (39 %)	1 470 (40,7 %)	650 (40 %)	611 (38 %)	636 (40,5%)
Décisions accueillant en partie les requêtes	261 (6 %)	249 (6 %)	257 (7,1 %)	199 (13 %)	146 (9 %)	201 (12,8%)
Décisions rejetant les requêtes	2 401 (55 %)	2 297 (55 %)	1 887 (52,2 %)	764 (47 %)	861 (53 %)	732 (46,7%)

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 14 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP181

**NOMBRE DE PLAINTES LOGÉES AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
ET NATURE DES PLAINTES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Les statistiques qui suivent présentent le nombre de plaintes traitées en 2016-2017, les motifs invoqués et le sort réservé à chacune des plaintes. La plainte qualifiée de fondée est celle qui requiert ou aurait pu requérir une intervention directe pour corriger la situation. La plainte est qualifiée de non fondée lorsqu’aucune intervention n’apparaît nécessaire ou utile. Les plaintes irrecevables sont celles qui ne rencontrent pas les conditions d’ouverture.

Du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, le Service des plaintes du TAT a enregistré 52 plaintes, dont 7 étaient fondées, 2 fondées en partie, 18 non fondées et 25 irrecevables.

MOTIFS	Plaintes non fondées	Plaintes fondées en partie*	Plaintes fondées*	Plaintes irrecevables	TOTAL
DÉCISION (CONTENU)				12	12
DÉCISION (DÉLIBÉRÉ)					
LOIS ET RÈGLEMENTS	1	1			2
PROCÉDURES ADMINISTRATIVES	4	1	2		7
MISE AU RÔLE / ÉTAT DU DOSSIER	3		3	3	9
COMPORTEMENT DU PERSONNEL ¹ ET QUALITÉ DES SERVICES	3		1	2	6
AUDIENCE					
CONCILIATION	4				4
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	1		1		2
AUTRES	1			8	9
TOTAL :	18	2	7	25	52

¹ Pour des fins statistiques, le mot personnel inclut également les juges administratifs et les assesseurs.

* Lorsque la plainte a été considérée fondée ou fondée en partie, le Tribunal a pris des mesures pour corriger la situation et apporter les changements nécessaires afin d’éviter qu’une telle situation se reproduise.

SOURCE : Service des plaintes

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 6 avril 2017

Informations complémentaires à la fiche RP181

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP181X

NOMBRE DE PLAINTES LOGÉES AU TRIBUNAL ET NATURE DES PLAINTES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Puisque cette question n’était auparavant posée qu’à la CLP, les données qui suivent sont celles qui avaient été antérieurement fournies par la CLP, laquelle constitue maintenant la division de la santé et de la sécurité du travail du TAT.

Du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016 :

MOTIFS	Plaintes non fondées	Plaintes fondées en partie*	Plaintes fondées*	Plaintes irrecevables	TOTAL
DÉCISION (CONTENU)				16	16
DÉCISION (DÉLIBÉRÉ)					
LOIS ET RÈGLEMENTS	1				1
PROCÉDURES ADMINISTRATIVES	3		2		5
MISE AU RÔLE / ÉTAT DU DOSSIER	2		1		3
COMPORTEMENT DU PERSONNEL ¹ ET QUALITÉ DES SERVICES	4	2	3	3	12
AUDIENCE	3				3
CONCILIATION			1		1
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS					
AUTRES	1			3	2
TOTAL :	14	2	7	22	45

¹ Pour des fins statistiques, le mot personnel inclut également les commissaires, les assesseurs et les membres issus des associations syndicales et des associations d’employeurs.

* Lorsque la plainte a été considérée fondée ou fondée en partie, la CLP a pris des mesures pour corriger la situation et apporter les changements nécessaires afin d’éviter qu’une telle situation se reproduise.

(suite...)

Du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015 :

MOTIFS	Plaintes non fondées	Plaintes fondées en partie	Plaintes fondées	Plaintes irrecevables	TOTAL
DÉCISION (CONTENU)				15	15
DÉCISION (DÉLIBÉRÉ)	1		10		11
LOIS ET RÈGLEMENTS	1			1	2
PROCÉDURES ADMINISTRATIVES	5		2		7
MISE AU RÔLE / ÉTAT DU DOSSIER	1	1	1	3	6
COMPORTEMENT DU PERSONNEL ET QUALITÉ DES SERVICES	5				5
AUDIENCE					
LANGUE		1			1
CONCILIATION				1	1
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	2				2
AUTRES	2			9	11
TOTAL :	17	2	13	29	61

SOURCE : Service des plaintes
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP182

VENTILATION DETAILLEE DES SOMMES ALLOUEES AU FONDS DU
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL POUR 2016-2017 ET PREVISIONS
POUR 2017-2018.

CNESST	67 325 097 \$
MTESS (article 137,62 et Loi 10)	6 985 600 \$
MTESS (article 41,1)	33 700 \$
RBQ	33 700 \$
CCQ	984 300 \$
CMMTQ	33 700 \$
CMEQ	33 700 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 16 avril 2017

ANNEXE 1

(Question RP5)

Liste des formations

1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2016-04-01	Coût de reconnaissance par le Barreau du Québec des formations à l'interne	Barreau du Québec			1 200 \$
avr-16	Règlement sur la preuve et la procédure	Interne - DSJ	103	Montréal ou Québec	- \$
2016-04-21	Les technologies à l'heure du nouveau Code de procédure civile	Barreau du Québec	1	Québec	30 \$
2016-04-22	Développements récents en matière d'accidents automobile	Barreau du Québec	1	Montréal	495 \$
2016-04-23	Colloque de la conférence des arbitres du Québec	Conférence des arbitres du Québec	2	Montréal	790 \$
2016-04-29	Congrès 2016 - Barreau de Laurentides/Lanaudière	Barreau de Laurentides/Lanaudière	1	Joliette	110 \$
2016-05-03	Formation SAGIR	DG-SAGIR	1	Québec	- \$
2016-05-12 au 2016-05-13	Assemblée des assesseurs	Interne - VPQC	19	Montréal	1 000 \$
2016-05-13	Assemblée des conciliateurs et des agents de relations du travail	Interne - VPQC	67	Montréal	- \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2016-05-25	Conférence: Le cadenassage	Association sectorielle: Fabrication d'équipement de transport et de machines	23	Montréal	450 \$
2016-05-25	Formation: Panier de gestion et planification stratégique	Alliance des cadres de l'État	1	Québec	100 \$
2016-05-26	Colloque: Justice: nouveau mode d'emploi	Fondation Hébert Sauvé et Éducaloi	2	Montréal	300 \$
2016-05-27	La prise de note dans une perspective globale d'audition	Conférence des juges administratifs du Québec	9	Montréal ou Québec	585 \$
2016-05-29 au 2016-05-31	Colloque annuel du CTAC	Conseil des tribunaux administratifs canadiens	18	Ottawa	22 955 \$
2016-06-01 au 2016-06-02	Séminaire en rédaction des décisions	Conseil des tribunaux administratifs canadiens	2	Ottawa	1 800 \$
2016-06-01 au 2016-06-02	Vous engageriez-vous comme patron	Académie de Trans-formation	13	Québec	9 983 \$
2016-06-01 au 2016-06-02	Formation des juges administratifs / Division des relations du travail	Interne - VPQC	32	Montréal	- \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2016-06-02	Formation des conciliateurs et agents de relation du travail / Division des relations du travail	Interne - VPQC	27	Montréal	- \$
2016-06-02	Journée du Barreau	Barreau du Québec	5	Montréal	250 \$
2016-06-09 au 2016-06-10	Séminaire de perfectionnement en conciliation	Médiationsophilex	18	Montréal	5 558 \$
2016-06-28	Actualisez vos compétences	Académie de Trans-formation	8	Québec	4 760 \$
2016-08-10	Formation juridique de base	Interne - VPQC	2	Montréal	- \$
2016-09-08	Journée du Barreau	Barreau de Montréal	2	Montréal	140 \$
2016-09-09	Rentrée judiciaire	Barreau de Québec	1	Québec	70 \$
2016-09-21	Harcèlement psychologique / lésion psychologique professionnelle	Comité HP/LPP	25	Montréal	- \$
2016-10-05	Personnalités difficiles et les entrevues téléphoniques	Secrétariat du Conseil du trésor	2	Montréal ou Québec	- \$
Automne 2016	Tournée cohérence	Interne - VPQC	94	Bureaux du TAT	- \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2016-10-13	Solution Airware	Micro Logic	1	Québec	1 280 \$
Automne 2016	Formation initiale des nouveaux conciliateurs	Interne - VPQC	4	Québec ou Montréal	- \$
2016-11-02	Grand Rendez-vous SST 2016	CNESST	2	Montréal	500 \$
2016-11-01 au 2016-11-02 2016-11-08 au 2016-11-09	Rencontre du personnel de soutien	Interne	163	Montréal ou Québec	5 143 \$
2016-11-15 au 2016-11-16 2016-11-17 au 2016-11-18	Analyse, logique et Habiletés professionnelles	Académie de Trans-formation	28	Montréal ou Québec	11 800 \$
2016-11-15	Coaching en développement de compétences	Entrevues Conseils formation	1	Québec	275 \$
2016-11-15	Présentation du DEA	Santinel	15	Montréal	175 \$
2016-11-22 au 2016-11-23	Rencontre annuelle des conciliateurs	Interne - VPQC	68	Montréal	2 500 \$
2016-11-23 au 2016-11-24	Assemblée des assesseurs	Interne - VPQC	18	Montréal	3 100 \$
2016-11-23 au 2016-11-24	Assemblée des juges administratifs	Interne - VPQC	138	Montréal	1 500 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2016-12-06; 2016-12-12 et 2017-01-11	Formation Word 2013	Interne	36	Montréal ou Québec	- \$
2016-12-07	Le manquement su devoir de représentation	Interne - VPQC	8	Montréal	- \$
2016-12-07	DMS-5 ainsi que les troubles d'adaptation	Secrétariat du Conseil du trésor	1	Québec	- \$
2017-01-23	Formation SAGIR	DG-SAGIR	2	Québec	- \$
2017-01-18	Formation volet relations du travail	Interne	2	Montréal	- \$
2017-02-02 au 2017-02-03	Grands rendez-vous de la formation	Barreau du Québec	1	Montréal	300 \$
2017-02-10	Les développements récents en droit de la santé et sécurité au travail	Barreau du Québec	1	Montréal	489 \$
janvier/février 2017	Formation continue	Barreau du Québec	5	Formation en ligne	1 580 \$
2016-2017	SYGED - Gestion documentaire	PG solutions	2	Québec ou Montréal	6 000 \$
2016-2017	Coaching	Gestion Manon Cléroux	6	Montréal	6 825 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
14 jours	Programme d'information et de planification de la retraite	CARRA/CÉGEP Marie-Victorin et Commission scolaire de la Capitale	7	Différentes régions du Québec	1 750 \$
44 jours*	Droits de scolarité — formation universitaire	Établissements scolaires reconnus	16	Différentes régions du Québec	18 300 \$
	TOTAL				112 093 \$

* possibilité de libération avec traitement équivalente à deux journées par cours, par session, sur approbation du gestionnaire

ANNEXE 2

(Questions RP9, RP10 et RP162)

Liste des bureaux régionaux et effectif

1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL						
Évolution des effectifs réguliers						
En date du 28 février 2017						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	4,0		8,0
Québec	8	55,0	25,0	20,0		108,0
Saguenay-Lac-St-Jean		2,0	1,0	4,0		7,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		4,0	2,0	9,0		15,0
Yamaska		4,0	1,0	5,0		10,0
Chaudière-Appalaches		2,0	2,0	5,0		9,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						0,0
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,5	1,0	3,0		6,5
Montréal	4	57,5	26,0	45,0	1	133,5
Montérégie		3,0	1,0	7,0		11,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		5,0	2,0	7,0		14,0
Richelieu-Salaberry						0,0
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	4,0		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		3,0	1,0	2,0		6,0
TOTAL	12	154,0	71,0	132,5	1	370,5